

Décision n° 98–349 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 9 septembre 1998 portant réservation d'un préfixe de sélection d'un réseau de transport à quatre chiffres à la société Mobicom S.A. (préfixe 1664)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 97–277 du 12 septembre 1997 de l'Autorité de régulation des télécommunications relative à l'attribution des préfixes de sélection d'un réseau de transport à 4 chiffres et au format des appels correspondants, homologuée par un arrêté du 1er décembre 1997 ;

Vu la décision n° 98–75 du 3 février 1998 de l'Autorité de régulation des télécommunications, approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 98–301 du 29 juillet 1998 de l'Autorité de régulation des télécommunications relative à l'instruction de la demande d'autorisation présentée par la société Mobicom S.A. ;

Vu les demandes de la société Mobicom S.A. reçues le 20 janvier 1998 et le 4 mai 1998 ;

Après en avoir délibéré le 9 septembre 1998 ;

Décide :

Article 1 – Le préfixe 1664 est réservé à la société Mobicom S.A. pour l'acheminement des appels téléphoniques longue distance dans les conditions décrites dans la décision n° 97–277 susvisée.

Article 2 – La société Mobicom S.A. acquitte, pour le préfixe réservé à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, le préfixe réservé à l'article 1 ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Il est incessible et ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 septembre 1998

Le Président

Jean-Michel Hubert